

*Initiatives ministérielles*

comme le font les pêcheurs hauturiers et étrangers, et rejetant à la mer une grande quantité de poissons morts.

C'est finalement dire aux flottilles qu'elles ne sont autorisées à pêcher qu'un nombre déterminé de poissons, alors que leur capacité de pêche est considérable. Les pêcheurs vous répondront que le poisson est peut-être un peu moins abondant, mais que toutes les études auxquelles ils ont participé avec le ministère révèlent qu'il y a encore beaucoup de poisson et qu'il devrait leur être permis de pêcher. Cela faisait partie de la proposition qu'ils ont présentée au ministère au cours des derniers mois.

Cette proposition prévoyait la prise de 25 000 livres de poisson par semaine par bateau pendant 40 semaines, peu importe que le bateau sorte ou non. On parle de 250 bateaux environ. Il ne s'agit pas de quantités maximales ou de la quantité de poisson que les pêcheurs auraient aimé pouvoir prendre. Il s'agit seulement d'une entreprise de pêche, à Georges, qui leur aurait permis d'aller pêcher chaque semaine sur le banc Georges, où leurs homologues américains ont pêché tout l'hiver. Ils ont passé une journée l'an dernier à Georges, un secteur qui a été si bénéfique pour la pêche dans le sud de la Nouvelle-Écosse.

Voici le problème. Il a été question d'un maillage laissant s'échapper les petits poissons. Je suis sûre qu'il y a eu au moins cinq réunions par année au cours des cinq dernières années, sinon plus, où la question du maillage a été abordée avec le ministère. Au départ, on parlait d'un maillage de 120 à 140 mm. Après plusieurs rencontres, on s'est entendu sur un maillage de 130 mm, dimension que les pêcheurs considèrent convenable pour travailler.

Vendredi, des fonctionnaires du ministère ont décrété 140. Ils ne sont jamais satisfaits. Ils ne sont même pas capables d'aller rencontrer les pêcheurs et de leur dire en face. Ils ont toujours recours à des détours.

Vendredi, le ministère disait aux pêcheurs: «Vous ne pouvez pas prendre différentes sortes de poisson.» Il est pas mal difficile de dire; la goberge est ici, la morue est là et l'églefin un peu plus loin et de rejeter ce qui ne convient pas après qu'il a été pêché. C'est de cela qu'il est question. Le ministère dit: «Vous avez droit à deux tiers de goberge et un tiers de morue et d'églefin.»

Dites-moi, monsieur le Président, comment fait-on lorsqu'on pêche pour avoir deux tiers de tel poisson dans vos prises de la semaine? L'attitude du ministère à l'égard

de ces gens est devenue incroyable. Les pêcheurs ne sont pas bêtes, mais c'est le seul genre d'emploi qu'il y a dans la région. Ce sont eux qui ont alimenté l'économie jusqu'à présent.

Autrefois, la pêche se pratiquait toute l'année. Ce gouvernement n'a fait preuve d'aucune sympathie.

Je voudrais dire une autre chose au sujet de la proposition de vendredi. Elle a été mal reçue. Le ministère distinguait entre les différents secteurs: les palangriers, les chalutiers et les autres. Il était clair, hier, que les responsables du ministère veulent diviser et remettre tout le contrôle de la région aux hauturiers. Ils veulent que l'on renouvelle le permis du navire-usine, en janvier 1990, pour qu'il vienne pêcher à moins de 20 milles des endroits traditionnellement fréquentés par les pêcheurs côtiers.

Le ministère est tellement obnubilé par l'aide à la National Sea Products et à la Fishery Products International qu'il ne voit pas ce qu'il fait aux localités qui dépendent de la pêche côtière. C'est tragique lorsqu'on pense que ces gens ont des familles et des dettes et qu'on leur défend de sortir pêcher.

Au cours des 11 derniers mois, ils sont sortis sept semaines, et cela comprend les 20 000 livres qu'on leur a accordées au cours de la période de trois semaines que j'ai mentionnée. C'est devenu dramatique.

Le gouvernement sera responsable de ce qui se passe aujourd'hui. Les pêcheurs veulent aller pêcher. Le gouvernement devrait croire les pêcheurs lorsqu'ils disent qu'il y a du poisson. Ils ne disent pas qu'il y en a beaucoup, mais le gouvernement devrait les croire et les autoriser à pêcher. C'était la meilleure région de Nouvelle-Écosse et ce n'est pas une raison pour la sacrifier.

• (1210)

Je le dis au gouvernement et à mes collègues de la Chambre: la tragédie que connaît aujourd'hui cette région n'aurait pas dû arriver. Ce sont les fonctionnaires du ministère qui ont fermé l'esprit des ministres chargé des pêches de la côte est. Je pense que personne, là-bas, n'oserait dire que les pêcheurs n'ont pas essayé jusqu'à maintenant de présenter une proposition valable sur la façon dont ils pourraient pêcher pour le reste de l'année et sur les précautions qu'ils prendraient en ce qui concerne la taille des mailles et les autres points à considérer.